

Déposé le 29/09/2022

Syndicat national des enseignements (et non des enseignant.e.s) du 2nd degré, le Snes-FSU s'est dès le début construit autour de l'attachement aux disciplines. Ce dernier constitue toujours, avec la volonté de les partager, la principale source de motivation de ceux et celles qui veulent encore passer les concours. Il ne faut pas non plus perdre de vue que les considérations relatives aux programmes ou à la didactique ne sont jamais neutres ni très éloignées de la question de nos conditions de travail. Les dernières réformes en matière d'évaluation par exemple l'ont démontré.

Parallèlement à la défense collective et individuelle des personnels, le SNES-FSU a un projet éducatif qui repose en grande partie sur une réflexion concernant les différentes disciplines : programmes, contenus d'enseignement, pratiques pédagogiques, interdisciplinarité, oral... nous travaillons collectivement ces questions avec les collègues intéressé.es au sein de nos instances mais aussi par le biais des stages de formation syndicale. Ce travail permet de réfléchir régulièrement à nos pratiques mais aussi, pour le Snes-FSU, d'être force de proposition et notamment de porter la parole de la profession auprès du ministère.

Le focus médiatique revient régulièrement sur les maths : enquête Pisa, crise des recrutements, aggravation des inégalités filles-garçons, baisse du nombre d'élèves et de près de 20 % du volume horaire global en lycée... et très prochainement le plan mathématiques au collège. Les réponses institutionnelles, quel que soit leur habillage, ne s'écartent pas d'une ligne dogmatique : la responsabilité des profs de maths est engagée et leur professionnalité est mise en doute.

En effet, il est de notre responsabilité de se donner les moyens de déconstruire ces discours populistes et de définir collectivement un projet d'École portée par la profession. C'est à ces échanges qu'appelle le SNES-FSU lors de la journée de formation syndicale disciplinaire du lundi 14 novembre.

Hugo Lassalle,
Secrétaire général du Snes-FSU Bordeaux

**PASSE LE BULLETIN À
UN PROF DE MATHS**

Sommaire

LES ANALYSES DU SNES-FSU NATIONAL SECTEUR CONTENUS - GROUPE MATHS	2
TÉMOIGNAGES	4
STAGE	8

**STAGE
MATHÉMATIQUES**

LUNDI 14 NOVEMBRE

MATHÉMATIQUES RENTÉE 2022, UNE ACTUALITÉ TOUJOURS CHARGÉE !

En cette rentrée 2022, les mathématiques continuent de s'inviter dans les propos du ministre ou des recteurs, qui n'ont pas raté une occasion de rappeler le « retour des mathématiques dans le tronc commun » de Première. Au-delà de la survalorisation gouvernementale de ce retour - sous forme d'option uniquement pour le moment - et dans un calendrier d'annonce aux familles pour le moins précipité courant juin, le ministère n'en a pas fini aussi bien au lycée qu'au collège avec les mathématiques qui deviennent le terrain d'une pression accrue sur les équipes. Panorama de début d'année pour la discipline...

DÉPLOIEMENT DU PLAN MATHÉMATIQUES

Malgré un rapport de l'inspection générale⁽²⁾ qui, en juin dernier, dressait un bilan très mitigé du déploiement du Plan Mathématiques dans le 1er degré, le ministère commence son déploiement au collège. Il s'agit de la mise en oeuvre des recommandations issues du rapport Villani-Torossian de 2018.

Rappelons pour mémoire que ce rapport avait pointé, bien au-delà de l'impact de la période Covid, la difficulté à faire vivre concrètement le volet formations des enseignant.e.s., qui se heurtent à des contraintes humaines fortes (manque de personnels formateurs et susceptibles d'animer les réseaux de formation) et également budgétaires (nécessité de revaloriser les fonctions de formateurs et animateurs de réseaux, et frais de déplacement). En ce qui concerne les « Laboratoires de Mathématiques⁽³⁾ », il n'y a à ce jour pas de bilan officiel, mais leur déploiement en académie semble rester pour le moment modeste (279 en France métropolitaine, 15 dans les DROM, 20 dans le réseau AEFÉ). Le SNES-FSU est disponible pour un bilan sur le sujet, notamment à partir du retour des académies : ce projet peut avoir du sens, mais il doit éviter l'écueil de l'encadrement des pratiques comme celui de la constitution d'une doxa pédagogique, et être axé sur des questionnements pédagogiques répondant aux besoins rencontrés et formalisés par les praticiens de terrain. Une démarche verticale et descendante n'aurait aucun sens : pour le SNES-FSU, le modèle à reconstruire doit se rapprocher de celui des IREM. Cela passe par une intégration, sous une forme ou une autre, de l'investissement des collègues qui le souhaitent dans ce type de dispositif, dans le cadre de leur service (décharge de service, prise en compte dans le cadre de la formation continue désormais obligatoire, etc.). Ce n'est pourtant pas le chemin que semble prendre ce dispositif dans le cadre du déploiement du Plan Mathématiques au collège.

AU COLLÈGE, LE RISQUE DE LA CONTRAINTE PÉDAGOGIQUE ET DE LA STANDARDISATION DES PRATIQUES

Pour le moment, la partie la plus visible du déploiement du Plan Mathématiques dans le Second degré est la production d'un nombre assez considérables de documents, de nature très variée, que recense le site Eduscol, et qui ciblent nettement le collège.

On y retrouve pêle-mêle des guides (sur la résolution de problèmes, la trace écrite, les pratiques orales, les automatismes, grilles d'évaluation des manuels, etc.) ; des kits de communication (à destination des équipes pour populariser le site, mais aussi aux élèves, pour lutter contre les discriminations de genre et les représentations erronées) ; la promotion des « Laboratoires de mathématiques » dans une perspective fortement encadrée. Le tout en insistant sur les multiples évaluations en sixième, en début de seconde et, nouveauté, en quatrième ! Ces tests qui ont pour objectif d'identifier les acquis et les besoins des élèves ont une chance d'être utile en début d'année, si un retour vers les collègues est établi. En fin d'année, et il n'est évidemment pas utile de rajouter encore un test de positionnement des élèves dont on connaît déjà les résultats : ces tests sont avant tout un outil de pilotage des établissements sur le territoire.

On y relève surtout – et c'est plus inquiétant – une batterie d'outils de pilotage, par les chefs d'établissement, du Plan Mathématiques au collège, qui passe par un travail conjoint avec les IPR, voire qui tentent d'opérer un transfert de certaines compétences des IPR aux chefs d'établissement, promus premiers pédagogues de l'établissement ! Ces derniers sont notamment encouragés à exercer une pression accrue sur les équipes et les professeurs de mathématiques, en plus d'une injonction à l'impulsion d'une mobilisation des équipes de mathématiques, y compris sur la base d'une liste de pratiques pédagogiques observables, d'un questionnement accru de l'engagement des collègues dans ces pratiques, l'ensemble concourant à l'instauration d'une pédagogie-type et standardisées, laissée au pilotage de non-experts. Une utilisation massive et plus systématisée d'un contrôle permanent de la progression des élèves au moyen d'une mesure quasiment continue de leurs performances tout au long des cycles 3 et 4 est également fortement encouragé, dans une logique de « teach-to-test », notamment en référence au modèle d'évaluations PISA.

Il conviendra donc localement de veiller particulièrement à l'utilisation qui pourra être faite de ces fiches, et de la possible intromission des chefs d'établissements dans nos pratiques pédagogiques alors qu'ils n'ont, le plus souvent, aucune expertise en la matière en lien avec les mathématiques... Ne pas hésiter à nous signaler toute difficulté sur le sujet (maths@snes.edu)

⁽¹⁾ section nationale du SNES-FSU

⁽²⁾ <https://www.education.gouv.fr/suivi-du-plan-mathematiques-341082>

⁽³⁾ <https://eduscol.education.fr/1469/laboratoires-de-mathematiques>

MATHÉMATIQUES SPÉCIFIQUES EN PREMIÈRE : UN AVENIR QUI RESTE À ÉCRIRE

Le ministre a apparemment tranché le débat sur la persistance, en Première, d'un enseignement spécifique de Mathématiques, qui devrait demeurer définitivement. Mais il a suspendu au bilan de l'option de Première la forme définitive de cet enseignement, qui pourrait demeurer optionnel ou devenir obligatoire. Le SNES-FSU sera vigilant à ce que les effectifs faibles constatés à cette rentrée, et qui sont très largement imputables à l'annonce tardive de cette option et à une communication tronquée auprès des lycéens de Seconde en fin d'année dernière, ne biaise artificiellement le débat. Il défendra le retour d'un enseignement de Mathématiques dans le tronc commun, pour toutes et tous les élèves.

La question de l'horaire consacré à cet enseignement sera à nouveau portée par le SNES-FSU, qui a déjà défendu en CSE (Conseil Supérieur de l'Éducation) sa préférence pour un enseignement d'au moins 2 heures hebdoma-

dares, au lieu de l'actuelle 1h30. A priori, quel que soit l'avenir de cet enseignement spécifique, le programme n'en sera plus modifié. Rappelons que le SNES-FSU s'était battu jusqu'au CSE pour préserver au maximum la liberté pédagogique des collègues en faisant retirer du programme la plupart des mentions qui tenaient de l'injonction à la différenciation des pratiques : le projet de programme initial contenait un long développement sur les modes de différenciation qui devaient être mises en œuvre (différenciation en classe, hors de la classe, dans les contenus, les pratiques, etc). Ne subsiste désormais dans l'introduction générale du programme que la mention d'un enseignement différencié « induit » par la diversité des élèves, et non plus « requis » par cette diversité, et dont les modalités relèvent bien du seul arbitrage des collègues, parmi des pistes indiquées dans le programme.

AU LYCÉE, DES RETOUCHES DE PROGRAMMES TRÈS ATTENDUES

Lors des différents échanges qui ont débouché sur l'élaboration du programme des Mathématiques Spécifiques en Première, l'Inspection générale comme la DGESCO ont rappelé leur volonté de retoucher, au cours de cette année scolaire, deux programmes :

→ celui de la Spécialité de Première, notamment pour en chasser les doublons (l'étude des suites, la mise en place de la dérivation, etc.) d'avec ce qui pourrait devenir un « tronc commun » de mathématiques à ce niveau. Cela reste pour le moment en partie suspendu au choix définitif qui sera fait concernant le devenir de l'actuelle option de Première, qui ne concerne pas cette année les élèves suivant la spécialité, ce qui pourrait ne plus être le cas à partir de la prochaine rentrée ;

→ le programme de Seconde, notamment dans l'idée de mieux l'articuler avec celui de Troisième et surtout de diminuer ses penchants à la propédeutique de la spécialité de Première.

Le SNES-FSU en profitera pour revenir sur la question de la lourdeur des programmes, et de leur inadaptation à un horaire contraint qui, dans un nombre croissant d'établissements et par effet des restrictions budgétaires que subit le Second degré, peinent de plus en plus à dédoubler des classes lourdement chargées, au moins partiellement. Il a demandé aussi une révision du programme de Troisième, afin de mieux l'articuler avec la Seconde. Pour l'instant, l'Inspection générale et la DGESCO ne souhaitent pas ouvrir ce chantier, notamment en raison des évolutions qui pourraient toucher le collège dans les prochaines années. Enfin, il n'est pas envisagé d'évolutions en Terminale.



Du 1^{er} au 8 décembre,
▶ FAITES ENTENDRE VOTRE VOIX ◀
avec les syndicats de la FSU



FRANCK MARSAL TZR GIRONDE (33)

Titulaire sur zone de remplacement, j'ai travaillé l'année dernière sur trois établissements, deux collèges, dont un classé REP, et un lycée.

En lycée, en 1ère et terminale, la réforme Blanquer a déstructuré la classe. Elle n'est plus qu'un assemblage variable de groupes qui, à chaque cours, se désassemble et se réassemble en fonction des spécialités et des options de chacun. Le travail collectif s'en ressent : la confiance nécessaire pour prendre la parole, participer est plus difficile à obtenir, tout comme la solidarité entre élèves.

En collège, de fortes disparités sont présentes entre collèges et entre classes. En REP, les difficultés sociales des familles, l'insuffisance des moyens d'accompagnement, au sein de l'école, mais aussi à l'extérieur, par les services sociaux et de santé, la culture, pèsent lourdement sur la motivation et la capacité de concentration des élèves. Dans un quartier plus favorisé, non seulement ces difficultés concernent beaucoup moins de familles, mais de nombreux élèves bénéficient d'un important soutien familial, ou de cours particuliers complémentaires.

Ce qui m'a le plus frappé, c'est l'écart collège - lycée. Après un collège supposé identique pour tous·tes, dont l'ambition a été réduite, les élèves n'ont qu'une courte année de seconde générale pour entrer dans des mathématiques abstraites, et hop il faut choisir. On a quitté le collège avec une vision très empirique de la fonction et des balbutiements d'algèbre. On découvrira en seconde les bases des mathématiques des ensembles et il faudra en première entrevoir le raisonnement par récurrence, apprendre à dériver des fonctions, parler de limites .. Quel saut ! Pas étonnant que beaucoup d'élèves renoncent à la « spécialité mathématique ». Et restent sur les acquis empiristes et limités du collège.

Qu'apprennent les mathématiques ? Notamment à construire un raisonnement logique, à utiliser des concepts à bon escient, c'est à dire en connaissant précisément leurs champ et conditions d'applications, de manière à les enchaîner correctement les uns aux autres. Chacun comprend aisément l'importance de cette discipline dans la formation intellectuelle générale et son utilité dans la plupart des professions.

Saupoudrer quelques heures de maths (a fortiori sous forme d'option !!) ne résoudra pas le problème. Il faut une réflexion globale sur un enseignement ambitieux des mathématiques, redonnant de la cohérence sur l'ensemble des cycles et des parcours. Et recréer des conditions d'enseignement et des conditions d'apprentissages égales pour tous·tes.

CLAIRE DUMONT LYCÉE ST JOHN PERSE - PAU (64)

De ce que je voudrais faire à ce qu'on me fait faire...

L'année dernière, j'enseignais en terminale : en spécialités mathématiques et NSI et en STMG. Sur le papier, c'est presque idéal. Reste la réalité, imposée verticalement, réforme après réforme, annonce après annonce, qui met encore plus à mal les missions qui m'ont fait choisir ce métier : apprendre à réfléchir, à argumenter, construire des connaissances permettant de comprendre le monde, des savoirs ouvrant diverses possibilités d'orientation, dans un cadre apaisé et rassurant, en un mot... aider à grandir en toute confiance.

Mais...

En spécialité mathématiques, nous avons fait face à un calendrier très contraint du fait des épreuves prévues mi-mars et de la lourdeur du programme. Cette situation s'est encore compliquée avec la pandémie, qui depuis deux ans a mis à mal les apprentissages et fragilisé les acquis des élèves. Je me suis retrouvé à devoir avancer coûte que coûte pour finir le programme, parfois même au prix de la compréhension des notions pour les élèves les plus en difficulté. La mise en

place d'activités donnant du sens aux apprentissages, souvent chronophage, de séances d'exercices différenciés et d'aide, de travaux de groupe, etc. a été quasi impossible à combiner avec l'objectif de l'examen. Le report des épreuves a été annoncé trop tardivement pour permettre d'infléchir les enseignements. Cela a même introduit un autre biais : avec le reste du programme à finir (il faut préparer le passage dans l'enseignement supérieur), les contenus interrogés en mai avaient été vus deux mois avant, sans possibilité d'un réel retour sur leur acquisition.

En STMG, filière qui reçoit souvent les élèves les plus fragiles dans les disciplines générales, les classes sont très chargées. De 25 élèves maximum il y a encore 4 ou 5 ans, nous sommes passés à 35... Est-il nécessaire d'en dire plus pour savoir que travailler avec ces élèves, moins motivé·e·s et plus en difficulté en mathématique, en espérant leur en redonner le goût et leur montrer l'intérêt relève de l'illusion ?

Bref, les élèves laissé·e·s pour compte sont celles et ceux qui ont le plus besoin de l'école. Le message que semble leur envoyer l'institution est : abandonnez ou payez-vous des cours particuliers... Si le ministère de l'éducation nationale œuvre à favoriser l'expansion des officines privées, que devient mon métier ?





CLÉMENT BRUCHE LPO DE TERRASSON LA VILLEDIEU (24)

En 2018, après 10 ans d'enseignement à l'université, je commence une carrière en lycée. Découvrir de nouvelles pratiques pédagogiques, travailler en équipe, je suis plein d'envies et d'enthousiasme. La réalité me fera rapidement déchanter.

L'injonction qui m'est faite est intenable. Amener chaque élève à acquérir des compétences fines : expérimenter, modéliser, représenter, raisonner, calculer, communiquer. Pour ré-

soudre des problèmes il leur faut des automatismes de calculs, à travailler par des rituels réguliers. Il me faut leur enseigner la programmation. Leur donner des éléments d'histoire des mathématiques. Les évaluer avec bienveillance mais exigence. Les traiter avec équité mais en différenciant ma pédagogie. Travailler en interdisciplinarité. Tout ça avec des programmes pléthoriques. Et des horaires indigents, fluctuant, le plus souvent à la baisse, en fonction de l'utilisation de la per-

verse marge d'autonomie.

L'année 2018 a aussi été celle du rapport Villani-Torossian. Il proposait, entre autres mesures ambitieuses, un "module de réconciliation" avec les maths au lycée. Dans ma pratique, je n'ai pas l'impression de réconcilier quiconque avec ma matière. Au contraire, je me vois comme une courroie de transmission de la violence que l'institution fait peser sur moi.

THIERRY LARUE COLLÈGE DANGLA - AGEN (47)

Je suis en collège depuis 7 ans après 25 ans en lycées professionnels.

J'ai donc vécu les conséquences de la réforme du collège, avec la réduction du volume horaire disciplinaire et l'apparition des heures marges qui ont fait progressivement disparaître la plupart des heures de groupes et générée des conflits entre les disciplines. Dans notre collège, cette année, en mathématiques pour 20 classes, on doit se répartir 3,5 h pour doubler...

De plus les 2 années de COVID (cours à distance et masque) ont aggravé la situation. Mes élèves manquent de structuration mentale. Les liens, l'apport de sens est plus faible qu'avant. Et il y a une forte paupérisation des familles, on est passé de 30 % de familles « pauvres » à plus de 50 %.

Je constate surtout une forte baisse en Français qui pénalise les élèves dans la compréhension des énoncés, des bilans et du vocabulaire en mathématiques. L'acquisition des bases des démonstrations est difficile avec le mélange des conditions et conséquences. Il est compliqué d'enseigner à une classe de 28 élèves avec des publics très très hétérogènes, avec des élèves qui ont un bon niveau et qui s'ennuient, des élèves en difficultés qui ont

un manque de concentration et de motivation, des élèves en très très grandes difficultés et un grand nombre d'élèves DYS. Je ne suis pas capable de différencier mes cours au-delà de 3 niveaux.

Avant j'avais, et c'est normal, une partie de mes élèves en difficultés en mathématiques. Maintenant j'ai des élèves qui n'auront pas acquis en fin de collège le bagage en mathématiques pour s'adapter dans la vie actuelle, la vie pratique, la vie professionnelle.

Pour relever ce défi et réparer les dégâts générés par la réforme du collège et le COVID, il faudra, c'est évident, davantage d'heures et de personnels. Mais au-delà il faudra repenser l'enseignement des mathématiques en l'adaptant aux jeunes actuels (zapping, manque de concentration, manque de motivation, mais avec beaucoup de connaissance fragmentées). Il faudra adapter les programmes pour rendre les mathématiques plus pratiques, plus réelles, et leur donner plus de sens.

Les mathématiques doivent permettre la structuration et la construction de l'esprit critique de nos jeunes, futur-e-s citoyen-ne-s de demain.

ESTELLE ROBERT COLLÈGE J. PRÉVERT MIMIZAN (40)

Je suis professeure de mathématiques en collège depuis 1993. Je vois les conditions d'enseignement se dégrader, de plus en plus vite ces derniers temps, au détriment des élèves, surtout celles et ceux en difficulté de plus en plus nombreux-ses ; comment s'occuper de ses élèves, de celles et ceux qui ont un profil particulier, ou qui sont en ULIS ? Comment les accompagner lorsque les effectifs atteignent 30 élèves par classe au collège ?

Certes, la COVID a accru leurs difficultés.

Mais les conditions de vie, de travail, sont de plus en plus difficiles pour les parents, dont certain-e-s sont perdu-e-s, ne savent plus comment se comporter avec leur enfant, ont du mal ou ont renoncé à leur fixer des règles, se comportent de plus en plus en consommateur-riche-s en exigeant que l'école donne ceci ou cela à leur enfant...

Le temps de l'apprentissage est un temps long, qui demande d'accepter de faire des efforts, de travailler sur la durée, de ne pas forcément voir tout de suite « à quoi ça sert » ; la société actuelle est une société de court terme, du « tout tout de suite ».

Les élèves que nous avons actuellement s'inscrivent dans ce temps : ils ont de plus en plus de difficulté à attendre, à différer, à ne pas voir la finalité immédiate de ce qu'ils apprennent en classe.

Les mathématiques servent à structurer l'esprit, à développer l'esprit critique.

Dans les conditions d'enseignement actuelles, comment amener nos élèves à apprendre à raisonner, afin qu'ils soient des citoyen-ne-s de demain capables de faire leurs propres choix, et non des moutons qui suivront le premier beau parleur énonçant des idées simplistes ?

FRANCK LACHERAY COL- LÈGE PAYS D'ORTHE, PEYREHORADE (40)

Titulaire du Capes 1996, (10 000 candidats pour 1 400 postes) affecté dans le même collège depuis 1999, j'ai pu mesurer au cours de ces dernières années la baisse des moyens octroyés à l'aide aux élèves en difficulté.

Avec l'accouchement définitif du collège unique, nous sommes passés en 20ans d'une structure d'établissement de 6 classes de 6ème pour 4 classes de 3ème à 5 classes de 6ème pour autant de 3ème.

En parallèle, l'augmentation des effectifs par classe et la dotation à la structure (dotation horaire donnée par division) et non plus au nombre d'élèves ont mis un coup d'arrêt à un dispositif interne à l'établissement (regroupement de la dizaine d'élèves à très faible niveau avec 6h de maths).

Ont suivi la disparition de l'heure de TD sixième et la mise en concurrence des disciplines avec les horaires planchers, les IDD, l'AP maths qui pouvait être fléchée sur le prof d'anglais si le maintien du poste l'exigeait...

Depuis l'année dernière, les élèves de l'ULIS surchargée sont systématiquement inclus dans leur classe d'âge même s'ils ou elles n'ont validé que le cycle 2.

90% des élèves en difficulté ont besoin avant tout de plus de temps mais j'en ai de moins en moins à leur consacrer.

Et pourtant, cette année, la majorité va passer en seconde pour suivre le programme unique du nouveau lycée Blanquer...

CÉCILE GICQUEL LYCÉE JEAN MONNET, BLANQUEFORT (33)

Deux collègues sur les six de l'équipe de maths de mon lycée viennent de signer une rupture conventionnelle suite à des burn-out. Comment a-t-on pu en arriver là ?

Épuisement professionnel, déconsidération et une forme de déclasserement de la discipline.

Les maths ont longtemps été utilisées comme outil de sélection. Il était temps de le remettre en cause et cela a d'ailleurs conduit à une véritable évolution de leur enseignement (automatismes, progressions spiralées, ...) pour maintenir dans les apprentissages des élèves en difficulté. Leur disparition du tronc commun en filière générale est donc vécue par nombre de collègues comme une remise en cause de leur légitimité et de leur utilité.

Aujourd'hui elles reviennent avec

1h30 hebdomadaires facultatives. De quoi décrédibiliser encore plus la matière, au risque de dépeupler la spécialité de première, en leurrant les élèves sur une possibilité de poursuite vers l'option maths complémentaires en terminale. À quel moment va-t-on penser à l'avenir des élèves ? Dans mon lycée, parmi les élèves de terminale ayant choisi la spécialité mathématique en 2022, 40% sont des filles et la proportion tombe à 22 % seulement pour l'option maths expertes. Alors même que les quotas en entreprise pour promouvoir des femmes ingénieures commencent à entrer dans les mœurs, la réforme du lycée aggrave les inégalités filles-garçons en mathématiques.

Dans ces conditions, où trouvons-nous les scientifiques de demain ? Et quelle sera leur représentativité ?

SYNDIQUEZ-VOUS AU SNES-FSU



N'hésitez plus,
Rejoignez le plus grand collectif
de professionnels des collèges, lycées et CIO :



58 000 syndiqués,
titulaires ou non, actifs ou non, professeurs, CPE, Psy-EN, AED, AESH.

ADHÉREZ EN LIGNE SUR WWW.SNES.EDU



Vous avez la possibilité de renseigner et éditer votre bulletin d'adhésion, l'imprimer pour le soumettre au trésorier de votre établissement ou d'effectuer le paiement en ligne si vous le souhaitez.

Le Snes-FSU ne fonctionne que grâce aux cotisations de ses adhérents. La cotisation peut être mensualisée en 10 prélèvements en parvenant au Snes-FSU avant le 15 octobre. Elle donne droit à un crédit d'impôt de 66% de son montant dont bénéficient tous les adhérents, qu'ils soient imposables ou non.

BRUNO GEOFFROY ET ÉRIC MORIN COLLÈGE MONTAIGNE, PÉRIGUEUX (24)

Cette année, nous avons bénéficié de la mise en place d'un laboratoire de mathématiques dans notre collège. Nous avons ainsi pu notamment organiser une liaison forte avec les professeur-e-s des six écoles du secteur autour du calcul mental.

Si les échanges et observations avec le primaire sont riches, nous constatons les mêmes problèmes : écarts croissants de niveau entre les élèves, difficultés à fixer les connaissances et automatismes pour des élèves de plus en plus nombreux...

La création des laboratoires de mathématiques, mesure phare des recommandations du rapport Villani-Torossian est une bonne chose, qui doit être davantage soutenue (36 HSE pour 6 professeurs et 1/4 d'IMP pour le coordonnateur-riche restent très insuffisant), accompagnée d'une réflexion sur les programmes, intégrée dans le volume horaire des mathématiques et sanctionnée par une évaluation pertinente des acquis.

AUDREY CAMON ET RENAUD ROBERT LYCÉE JACQUES MONOD, LESCAR (64)

En 2de, nous travaillons en équipe : progression commune et sujets communs. Nous constatons que le programme était vraiment trop lourd par rapport au niveau des élèves avec l'horaire dédié. Nous n'avons pas pu faire tout ce qui est préconisé ; de plus différencier l'enseignement pour gérer l'hétérogénéité de nos classes de 35 est impossible.

Nous avons essayé de faire notre maximum en minutant nos séquences, jusqu'à espérer qu'aucune question ne nous retarde. Dès octobre, nous étions en re-

tard. Nous savions donc dès le début de l'année que nous n'arriverions pas à traiter l'intégralité du programme. Ce qui a été très dur moralement.

En terminale spécialité, nous devons enchaîner les chapitres, les notions à un rythme effréné pour tout traiter avant les épreuves écrites. Les aménagements obtenus nous ont donné un second souffle et même permis de commencer à travailler le grand oral. Cependant depuis les épreuves de spécialité, les élèves n'ont plus la tête au travail. Les seuls-les qui suivent sont celles

et ceux qui se destinent à des CPGE.

En Maths Expertes, la difficulté vient de son statut. Contrairement aux anciennes options, toutes les notes comptent. Les

élèves ont 3h de plus dans l'emploi du temps, sans compter le travail personnel. Les notions sont exigeantes et il faut trouver le juste milieu entre le niveau attendu et le « plus » que doit apporter une option. Difficile dans ces conditions de « corser » les évaluations sans mettre les élèves en difficulté.

A tous niveaux, il s'agit d'une course contre la montre permanente, non propice aux apprentissages.



CONTACTER LE Snes-FSU Bordeaux

Permanence générale

Snes-FSU Bordeaux
138 rue de Pessac 33000 Bordeaux
du lundi au vendredi de 14h à 17h30
Tél. 05.57.81.62.40
s3bor@snes.edu
<https://bordeaux.snes.edu//>



Snes-FSU Dordogne

snes24@bordeaux.snes.edu
Tél. 06.12.51.76.70 - Tél. 06.85.29.95.97

Snes-FSU Gironde

s2gironde@bordeaux.snes.edu
Tél. 06.85.87.29.17 - Tél. 06.12.52.74.67

Snes-FSU Landes

snes40@bordeaux.snes.edu
Tél. 06.85.34.35.87 - Tél. 06.12.51.76.53

Snes-FSU Lot et Garonne

snes47@bordeaux.snes.edu
Tél. 06.07.55.96.39

Snes-FSU Pyrénées Atlantiques

snes64@bordeaux.snes.edu
Tél. 06.85.34.15.07 - Tél. 07.79.67.61.56

STAGE MATHÉMATIQUES LUNDI 14 NOVEMBRE

DE 9H30 À 17H

SALLE AMÉDÉE LARRIEU
(PLACE AMÉDÉE LARRIEU À BORDEAUX)

L'actualité dans la discipline a été riche depuis 6 mois, et ce n'est pas fini ! La réforme du lycée, le déploiement du plan Mathématiques, la guerre en Ukraine et l'accueil d'élèves réfugiés, les inégalités de genre ... l'actualité a souvent interpellé la place des mathématiques dans notre système scolaire et notre société, sans se pencher sur la réalité de l'enseignement de notre discipline au quotidien.

Cette journée permettra de faire le point sur l'actualité des mathématiques et leur place dans le Second degré, le déploiement du Plan Mathématiques en collège, les péripéties encore en cours des Mathématiques dans le Lycée Blanquer, la place de l'oral, etc. Il s'agira d'apporter informations et éclairages sur les enjeux de l'année, d'échanger collectivement, dans un cadre libéré des pressions du quotidien professionnel : une occasion unique de se retrouver dans une dimension de réflexion collective et syndicale sur notre métier et ses évolutions, sur notre discipline et son enseignement !

Ce stage sera animé par Pierre Priouret, membre du groupe national Mathématiques - Secteur Contenus du SNES-FSU

OUVERT À TOUTES ET À TOUS,
SYNDIQUÉ·ES ET NON SYNDIQUÉ·ES
(DÉFRAIEMENT POUR LES SYNDIQUÉ·ES)

**ATTENTION : LA DEMANDE
D'AUTORISATION D'ABSENCE EST À
DÉPOSER UN MOIS À L'AVANCE
(VENDREDI 14 OCTOBRE AU PLUS TARD)**

S'INSCRIRE AU STAGE



L'autorisation d'absence est générée à la fin de l'inscription au stage.

Pour toute demande concernant les stages, envoyez un mail à formation.syndicale@bordeaux.snes.edu

